



# Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



**N°13**

Publication: Mars 2017

[www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## Sommaire

Mot du gouverneur .....	2
I. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière.....	4
II. Evolution des soldes d'opinion.....	10
III. Evolution de la situation macro-économique des Comores sur la période 2001-2015 (volet n°1) .	11

## Liste des Tableaux

Tableau 1 : Situation monétaire.....	4
Tableau 2 : Dépôt par catégorie (en % du total) .....	5
Tableau 3 : Crédit par catégorie(en % du total) .....	6
Tableau 4 : Chambre de compensation.....	7
Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent.....	8
Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change .....	9

## Liste des graphiques

Figure 1: Evolution des ressources et emploi des établissements de crédit .....	5
Figure 2: Evolution du taux de créances douteuses.....	6

Place de France – BP : 405 MORONI

Tel: (+269) 773 18 14 / 773 10 02 - Fax: (+269) 773 03 49

Email: [gdir-etudes@banque-comores.km](mailto:gdir-etudes@banque-comores.km) - Site web: [www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## MOT DU GOUVERNEUR

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer ici, l'honneur et la fierté d'être à la tête de cette noble institution qu'est la Banque centrale des Comores, et dans laquelle je place beaucoup d'espoir dans la réussite du décollage économique de notre pays.

Beaucoup de réformes touchant au secteur bancaire ont été menées ces dernières années, et beaucoup reste à faire. Les relations entre les banques et la clientèle doivent être renforcées. A cet effet, la mission primaire d'une banque est d'assurer du crédit pour sa clientèle et l'obligation de remboursement de ce crédit par celle-ci mérite une attention particulière de la part de la BCC au vu de nombreux problèmes rencontrés de part et d'autre.

A travers ses publications et les rencontres régulières qu'elle organise, la Banque centrale des Comores ne ménagera pas ses efforts pour vous tenir informé des principales évolutions, touchant aussi bien l'économie en général que notre secteur en particulier.

Je saisis donc l'occasion de vous présenter comme à l'accoutumé, le bulletin de la Banque Centrale des Comores qui porte cette fois sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.

Vous trouverez dans ce numéro les trois parties suivantes :

- Les principales évolutions monétaires, bancaires et financières,
- Les soldes d'opinion<sup>1</sup> issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la BCC,

- Une note thématique portant sur le premier volet d'une analyse sur l'évolution de l'économie comorienne sur la période 2001-2015.

En effet, cette étude s'attache à présenter les évolutions macro-économiques enregistrées par notre pays, sur les quatre grands secteurs habituellement suivis, à savoir le secteur réel, le secteur des finances publiques, le secteur extérieur et le secteur monétaire.

Je reste convaincu que le développement du secteur bancaire ne peut être effectif sans un véritable secteur réel en pleine croissance. Raison pour laquelle nous avons choisi de consacrer ce premier volet au diagnostic du secteur réel, où il apparaît une économie dominée par le secteur primaire, mais qui est paradoxalement peu productif, en raison notamment de techniques de production peu intensives en capital. Le secteur secondaire demeure très embryonnaire, composé essentiellement de sociétés publiques à caractère industriel et de petites entreprises artisanales. Ne représentant que 12% du Pib, il est confronté à des contraintes de plusieurs ordres, dont notamment l'énergie. En revanche, le secteur des services se développe, mais reste fortement concentré autour des activités peu risquées, purement commerciales et sans création de grandes valeurs ajoutées et caractérisées par une forte prépondérance des opérateurs informels.

Les effets de cette croissance atone ont été limités en raison de la parité fixe de notre monnaie, qui a permis de contenir les prix, avec un taux d'inflation moyen de 3,6% sur les quinze dernières années.

**Dr Younoussa Imani**

<sup>1</sup>Différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

## I. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

### 1.1 LA SITUATION MONETAIRE

EVOLUTION DE M2 (EN MILLIONS FC)	DEC-15	MARS-16	JUIN-16	SEPT-16	DEC-16*
CIRCULATION FIDUCIAIRE	30 387	27 785	28 645	29 672	28 727
DEPOTS A VUE	45 992	48 571	47 465	54 938	55 541
DEPOTS D'EPARGNE	37 380	39 125	39 720	40 339	41 180
<b>MASSE MONETAIRE (M2)</b>	<b>113 759</b>	<b>115 481</b>	<b>115 830</b>	<b>124 949</b>	<b>125 447</b>
AVOIRS EXTERIEURS NETS	79 363	74 549	68 668	74 692	69 050
CREDIT INTERIEUR	64 417	71 522	77 350	80 296	86 795
CREANCES NETTES A L'ETAT	-4 264	2 169	4 999	7 531	11 637
CREDITS A L'ECONOMIE	68 680	69 353	72 351	72 765	75 158
AUTRES POSTES NETS	(30 020)	(30 590)	(30 187)	(30 039)	(30 398)
<b>SOURCE : BCC, DEEMF</b> *CHIFFRES PROVISOIRES					

Tableau 1 : Situation monétaire

La masse monétaire a atteint 125,4 milliards FC à fin décembre 2016, soit une progression de 0,4% par rapport au trimestre précédent et de 10,3% en glissement annuel.

Cette évolution résulte de la forte hausse du crédit intérieur, portée à la fois par les créances nettes à l'Etat et par les crédits à l'économie, et en dépit de la contraction des avoirs extérieurs nets (AEN).

En effet, après avoir été le facteur influent de la croissance monétaire en 2015, notamment suite à l'augmentation très significative des concours financiers extérieurs au bénéfice de l'Etat en fin d'année, les AEN se sont progressivement réduits. La position extérieure nette est passée de 79,4 milliards FC à fin décembre 2015 à 69,1 milliards FC à fin décembre 2016, soit une baisse de 13%.

En revanche le crédit intérieur brut a atteint 86,8 milliards FC contre 64,4 milliards FC en 2015, soit une hausse de 34,7%, du fait de l'évolution de ses deux sous-composantes.

La position nette du gouvernement vis-à-vis du système bancaire s'est fortement dégradée, passant d'un solde débiteur de 4,3 milliards FC en décembre 2015 à un solde créditeur de 11,6 milliards FC en décembre 2016.

Cette évolution s'explique par la hausse des créances brutes (+63,2%) combinée à une baisse des dépôts (-50,7%).

Parallèlement, la tendance haussière des crédits à l'économie, observée ces dernières années, s'est poursuivie, l'encours s'élevant à 75,2 milliards FC à fin décembre 2016 après 68,7 milliards FC à fin décembre 2015 et 59,1 milliards FC à fin décembre 2014.

**Au niveau des composantes de la masse monétaire, les évolutions suivantes ont été observées :**

- la circulation fiduciaire s'est élevée à 28,7 milliards FC contre 30,4 milliards FC à fin décembre 2015, soit une baisse de 5,6%,
- les dépôts à vue ont augmenté de 20,8% par rapport à décembre 2015, s'élevant à 55,5 milliards FC contre près de 46 milliards FC en décembre 2015,
- les dépôts d'épargne se sont consolidés, s'établissant à 41,2 milliards FC à fin décembre 2016 contre 37,4 milliards FC à fin décembre 2015.

## 1.2 L'ACTIVITE BANCAIRE

Le total des bilans consolidés des EC s'est établi à 126,5 milliards FC à fin décembre 2016 contre 119,3 milliards FC à fin septembre 2016, soit une hausse de 6%.

Cette situation s'explique essentiellement par :

- ✓ Une hausse de 5,2 milliards FC de l'encours des dépôts de la clientèle (+5,4%). Tous les

établissements de crédit ont bénéficié, à divers degrés, de cette progression.

- ✓ Une progression de 7,8% de l'encours de crédit brut, s'établissant à 78,1 milliards FC contre 72,4 milliards à fin septembre 2015.

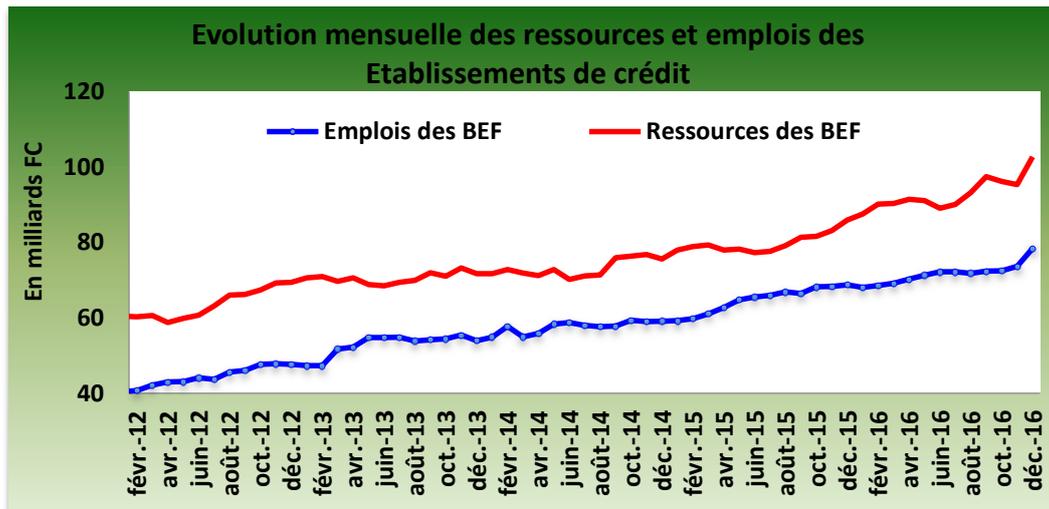


Figure 1: Evolution des ressources et emploi des établissements de crédit

L'évolution des dépôts a été influencée par l'accroissement des dépôts de la catégorie « Autres », dont l'encours a doublé (+102%) contre des hausses de 4% pour les dépôts des entreprises privées et de 3% pour les dépôts des particuliers. Les dépôts collectés auprès des entreprises publiques, bien qu'en baisse de 8% par rapport au trimestre précédent, demeurent toutefois soutenus.

En termes de répartition, les évolutions ont ainsi été observées :

- la part des dépôts des ménages a une nouvelle fois diminué, ressortant à 66,2% après 68,1% à fin septembre 2016 et 71,7% à fin juin 2016,

- celle des entreprises privées s'est inscrite dans une tendance baissière tout au long de l'année, s'établissant à 18,2% à fin décembre 2016, après 18,5% en septembre, 18,6% en juin et 17,5% en mars,
- celle de la catégorie « Autres » a fortement augmenté, s'élevant à 7%, après 3,7% en septembre 2016 et 3,9% en juin 2016,
- celle des entreprises publiques a légèrement diminué, passant de 9,8% à fin septembre 2016 à 8,6% à fin décembre 2016, après 5,8% à fin juin 2016.

DEPOTS PAR CATEGORIE	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4
ENTREPRISES PUBLIQUES	6,6%	5,8%	9,8%	8,6%
ENTREPRISES PRIVEES	17,5%	18,6%	18,5%	18,2%
MENAGES (Y.C SECTEUR INFORMEL)	71,0%	71,7%	68,1%	66,2%
AUTRES	4,9%	3,9%	3,7%	7,0%

Tableau 2 : Dépôt par catégorie (en % du total)

L'encours des crédits à la clientèle a fortement cru, s'élevant à 78,1 milliards FC à fin décembre 2016 après 72,4 milliards FC à fin septembre 2016 et 72,2 milliards FC à fin juin 2016.

Cette évolution résulte de l'accroissement des financements accordés aux entreprises publiques et à la catégorie « Autres », dont les parts sont passées respectivement de 0,5% à 3,7% et de 1,8% à 6,6%, entre septembre et décembre 2016.

En revanche, la part des financements accordés aux entreprises privées a diminué, passant de 47% à 46,3%, en dépit de l'augmentation de 6% de l'encours. Pour les ménages, en liaison avec la baisse de 7,3% de l'encours, leur part dans le total des financements a diminué, passant de 50,6% à fin septembre 2016 à 43,5% à fin décembre 2016.

CREDITS PAR CATEGORIE	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4
ENTREPRISES PUBLIQUES	0,5%	0,6%	0,5%	3,7%
ENTREPRISES PRIVEES	49,8%	48,9%	47,0%	46,3%
MENAGES (Y.C INFORMEL)	48,0%	48,8%	50,6%	43,5%
AUTRES	1,7%	1,7%	1,8%	6,6%

Tableau 3 : Crédit par catégorie(en % du total)

A décembre 2016, les créances douteuses ont diminué de 851 millions FC par rapport au trimestre précédent, portant le taux de défaillance à 20,7% contre 24,6% au trimestre précédent et après 19,1% à fin décembre 2015.

Toutefois, sur l'ensemble de l'année, force de constater que la qualité de portefeuille s'est fortement dégradée, avec un accroissement de 4 milliards FC de l'encours douteux.

En termes de couverture, les établissements de crédit ont rehaussé le niveau de leurs provisions, avec un montant constitué de près de 11 milliards FC à fin décembre 2016 après 10,8 milliards FC en septembre 2016 et 8,1 milliards FC à fin décembre 2015, représentant respectivement des taux de provision de 67,7%, de 60,5% et de 61,2%.

Au niveau des autres indicateurs du bilan :

- la trésorerie nette s'est contractée, ressortant à 40,9 milliards FC après 41,7 milliards à fin septembre 2016, mais demeure élevée, en comparaison à son niveau de fin décembre 2015 (34,2 milliards FC),
- Les immobilisations nettes ont augmenté de 9,7% par rapport à septembre 2016 (12,1% par rapport à décembre 2015),
- les fonds propres ont été consolidés de 1,5% (1,3% par rapport à décembre 2015).

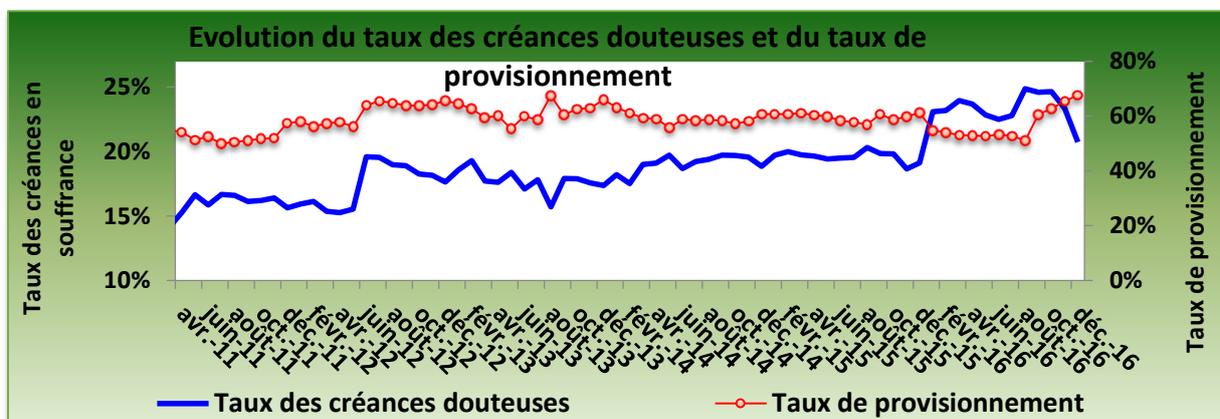


Figure 2: Evolution du taux de créances douteuses

### 1.3 CHAMBRE DE COMPENSATION

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les statistiques de la compensation des valeurs ont été les suivantes :

- 18.089 chèques, représentant une valeur totale de 15,6 milliards FC, ont été présentés à la compensation contre 16.779 chèques d'une valeur totale de 14,8 milliards FC au trimestre précédent et contre 13.558 chèques (près de 13 milliards FC) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 ;
- 367 chèques (représentant 360 millions FC) ont fait l'objet de rejets contre 381 chèques (553 millions FC) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 et 250 chèques (261 millions FC) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 ;
- 3.962 opérations de virement (20,6 milliards FC) ont été présentées contre 3.159 opérations (17,8 milliards FC) au

3<sup>ème</sup> trimestre 2016 et contre 3.148 opérations (17,1 milliards FC) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 ;

- 78 demandes de virements (686 millions FC) ont fait l'objet de rejet contre 65 demandes (275 millions FC) au trimestre précédent et 49 demandes (190 millions FC) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015.

Sur l'ensemble de l'année, il apparait donc une consolidation des données de la Chambre de compensation. En effet, 63.748 chèques pour une valeur totale de 57,2 milliards FC ont été présentés en 2016 contre 53.144 chèques (52,4 milliards FC) en 2015, et 13.335 opérations de virements présentées (67,2 milliards FC) contre 11.416 opérations (56,2 milliards FC) en 2015.

Valeurs en millions FC		CHEQUES		VIREMENTS	
		PRESENTES A LA COMPENSATION	REJETES	PRESENTES A LA COMPENSATION	REJETES
2015 T1	NOMBRE	13 762	332	2 392	53
	VALEUR	12 855	282	11 875	33
2015 T2	NOMBRE	13 356	299	2 821	37
	VALEUR	12 818	285	13 473	28
2015 T3	NOMBRE	12 468	320	3 055	598
	VALEUR	13 735	312	13 745	38
2015 T4	NOMBRE	13 558	250	3 148	49
	VALEUR	12 972	261	17 100	190
ANNEE 2015	<b>NOMBRE</b>	<b>53 144</b>	<b>1 201</b>	<b>11 416</b>	<b>198</b>
	<b>VALEUR</b>	<b>52 380</b>	<b>1 140</b>	<b>56 192</b>	<b>639</b>
2016 T1	NOMBRE	13 172	251	3 004	50
	VALEUR	12 080	171	13 790	84
2016 T2	NOMBRE	15 708	358	3 210	68
	VALEUR	14 694	330	15 023	439
2016 T3	NOMBRE	16 779	381	3 159	65
	VALEUR	14 842	553	17 780	275
2016 T4	NOMBRE	18 089	367	3 962	78
	VALEUR	15 616	360	20 570	686
ANNEE 2016	<b>NOMBRE</b>	<b>63 748</b>	<b>1 357</b>	<b>13 335</b>	<b>261</b>
	<b>VALEUR</b>	<b>57 232</b>	<b>1 414</b>	<b>67 163</b>	<b>1 484</b>

Tableau 4 : Chambre de compensation

## 1.4 OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE ET TRANSFERTS REÇUS ET EMIS PAR LES SOCIETES DE TRANSFERTS D'ARGENT

Le montant des transferts d'argent reçus par l'intermédiaire des sociétés spécialisées a atteint 7,2 milliards FC au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 contre 8,2 milliards FC au trimestre précédent et 7,1 milliards FC au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015. Parallèlement, les achats de devises effectués par le système bancaire ont atteint 5,2 milliards FC contre 9,4 milliards FC au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 et après 6,1 milliards FC au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015.

Sur l'ensemble de l'année 2016, les entrées brutes s'élèvent donc à 52,1 milliards FC contre 59 milliards FC en 2015, soit une baisse de 11,8%.

Au niveau des sorties, les transferts émis au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 se sont élevés à 2,3 milliards FC contre 2,5 milliards FC au trimestre précédent, tandis que les ventes de devises ont représenté l'équivalent de 4,8 milliards FC contre 5,7 milliards FC sur la même période.

Sur l'année 2016, la tendance haussière observée ces dernières années s'est estompée. Les mouvements de sortie sont en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau de 2015, représentant respectivement 31,5 milliards FC contre 32,4 milliards FC.

EN MILLIONS FC	CHANGE MANUEL		TRANSFERTS TRANSITANT PAR LES SOCIETES SPECIALISEES	
	ACHATS	VENTES	RECEPTIONS	EMISSIONS
2015 T1	8 293	5 951	6 494	2 010
2015 T2	5 316	6 320	6 906	2 306
2015 T3	10 561	5 569	8 210	2 170
2015 T4	6 132	5 694	7 106	2 404
<b>ANNEE 2015</b>	<b>30 303</b>	<b>23 534</b>	<b>28 717</b>	<b>8 890</b>
2016 T1	6 098	6 481	6 426	2 706
2016 T2	2 407	3 772	7 136	3 154
2016 T3	9 379	5 728	8 222	2 534
2016 T4	5 172	4 824	7 234	2 298
<b>ANNEE 2016</b>	<b>23 056</b>	<b>20 806</b>	<b>29 018</b>	<b>10 693</b>

Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent

1.5 EVOLUTION DES PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

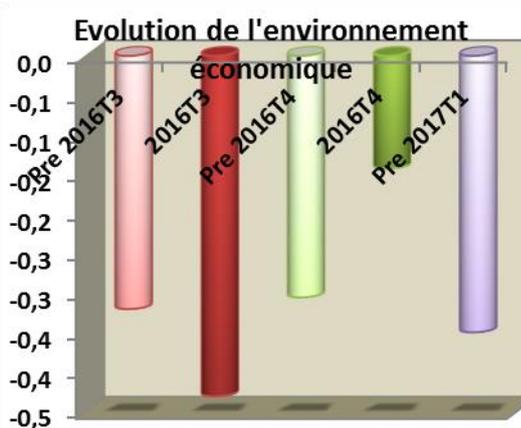
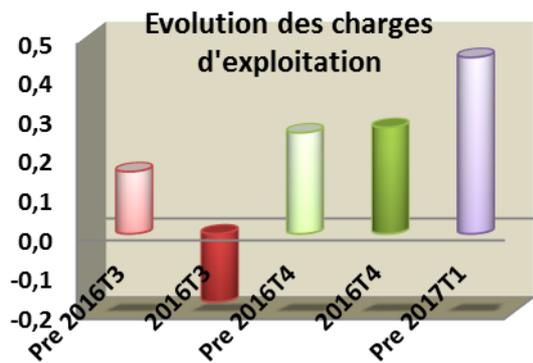
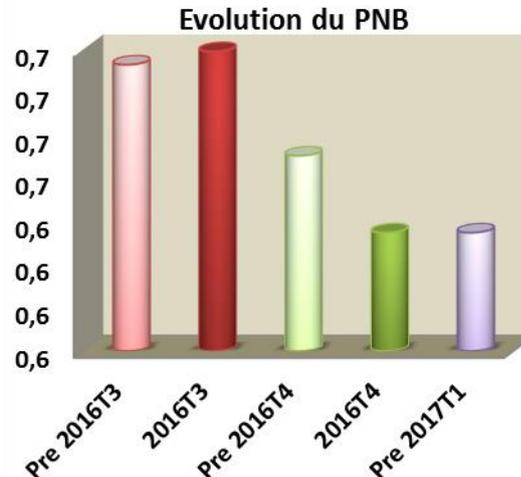
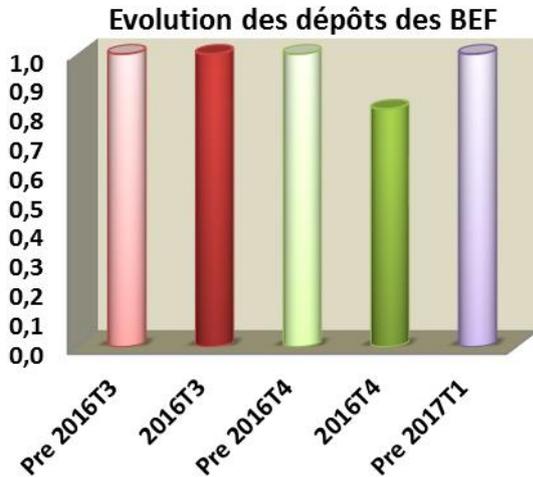
	AOUT-16	SEPT-16	OCT-16	NOV-16	DEC-16	JAN-17
<b>TAUX NATIONAUX</b>						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,160	1,157	1,153	1,151	1,150	1,149
<b>TAUX DE REMUNERATION DES DEPOTS DES EC AUPRES DE LA BCC</b>						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA -1,25)*	-0,465	-0,468	-0,472	-0,474	-0,475	-0,476
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-1,590	-1,593	-1,597	-1,599	-1,600	-1,601
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
<b>TAUX DE LA BCE</b>						
EONIA	-0,340	-0,343	-0,347	-0,349	-0,350	-0,351
PRET MARGINAL	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250
EURIBOR 1 MOIS	-0,370	-0,371	-0,371	-0,373	-0,370	-0,371
EURIBOR 6 MOIS	-0,189	-0,199	-0,207	-0,215	-0,218	-0,236
EURIBOR 12 MOIS	-0,048	-0,057	-0,069	-0,074	-0,080	-0,094
<b>TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN A FIN DE MOIS (A TITRE INDICATIF)</b>						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,144	0,140	0,139	0,139	0,138	0,142
DIRHAM – AED (EMIRATS ARABES UNIS)	120,042	119,132	122,161	126,372	127,038	124,247
DOLLAR – USD (ETATS UNIS D'AMERIQUE)	438,787	438,787	446,189	455,568	466,630	463,508
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,526	12,334	12,516	12,881	12,971	12,826
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,202	0,201	0,205	0,213	0,214	0,205
YUAN- CNY (CHINE)	66,003	65,754	66,305	66,587	67,409	67,219

Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change

## II. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION

Le solde d'opinion correspond à la différence entre le pourcentage des réponses positives et le pourcentage de réponses négatives.

Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.



Alors qu'ils avaient unanimement prévu une hausse des dépôts au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les dirigeants des établissements de crédit sont moins catégoriques dans la réalisation. Toutefois, ils estiment à l'unanimité une hausse des dépôts au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Au niveau des charges d'exploitation, les dirigeants des établissements de crédit ont confirmé leurs prévisions haussières et sont encore plus nombreux à anticiper une augmentation hausse au cours du prochain trimestre.

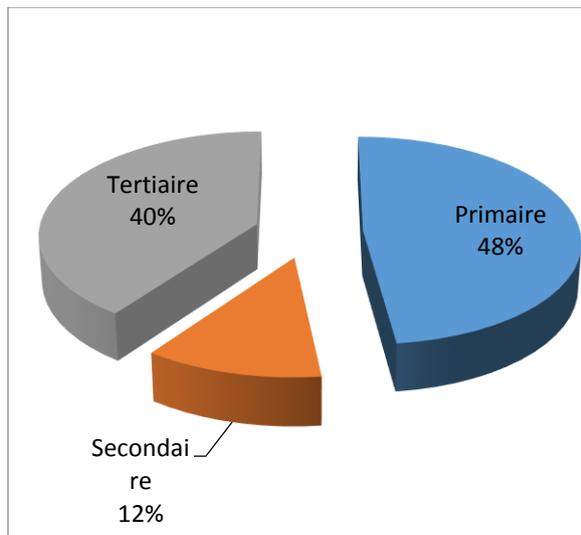
En revanche, ils sont moins nombreux à enregistrer une hausse de leur PNB au cours dernier trimestre, et demeurent très partagés sur la prévision au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Concernant l'environnement économique d'ensemble, la majorité des dirigeants des établissements de crédit ont une appréciation très négative, aussi bien sur le trimestre écoulée que celui encours.

### III. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MACRO-ECONOMIQUE DES COMORES SUR LA PERIODE 2001-2015 (VOLET N°1)

#### Secteur réel

Aux Comores, l'activité économique est tributaire du contexte international, notamment de l'évolution des cours mondiaux du pétrole et des produits de rente, influençant fortement la création de richesse nationale. Les secteurs porteurs traditionnels de l'économie sont l'agriculture et le BTP, et le tourisme dans une moindre mesure.



↳ L'économie comorienne caractérisée par le poids important du secteur primaire (en moyenne 48% du PIB), mais qui apporte une très faible valeur ajoutée. En effet, les produits de rente, où les Comores disposent d'un avantage comparatif indéniable, subissent très peu de transformation et sont exportés à l'état quasi-brut.

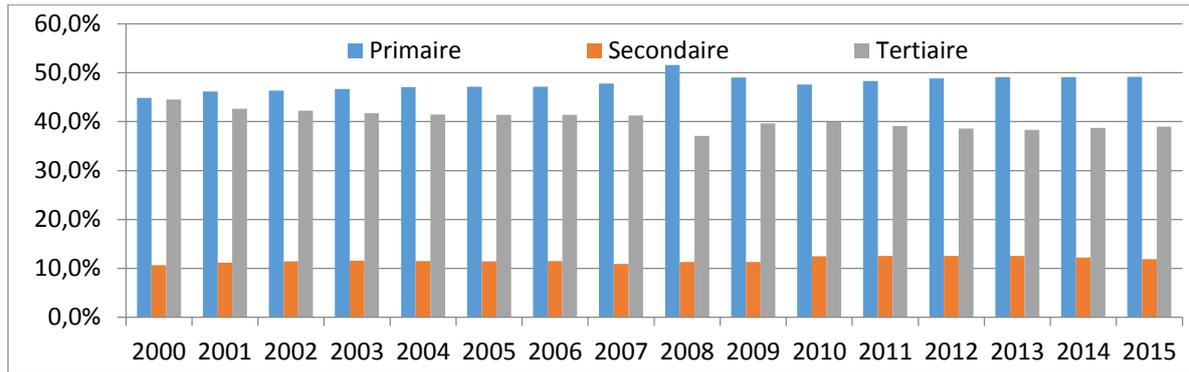
↳ Une économie très peu productive, bénéficiant d'une forte assistance extérieure, notamment les transferts privés (presque 25% du PIB).

Le secteur primaire se caractérise en général par :

- La production agricole, dont les principales cultures sont les suivantes :
  - cultures vivrières, maraichères et fruitières (banane, manioc, noix de coco, patate douce, taro, pomme de terre, maïs, tomate, laitue, oignon, agrumes, oranges, litchis, fruits de la passion, avocats, mangues, jacquiers, papayes, goyaves,...),
  - cultures de rente (vanille, clous et griffes de girofle, essence d'ylang-ylang).
- L'élevage : les Comores importent régulièrement des animaux sur pied pour répondre aux besoins de consommation. La production locale dans ce secteur a été victime des maladies bovines importées qui ont ravagé le cheptel.
- La pêche est caractérisée par une pêche artisanale d'un côté et de l'autre côté, une pêche industrielle, assurée par des accords de pêche avec l'Union Européenne. Le projet de développement d'une pêche semi-industrielle lancé en 2010 a vu la mise en place d'infrastructures de production de bateaux et de transformation de produits halieutiques. Toutefois, l'activité de pêche proprement dite tarde à se lancer.

Part dans le PIB réel	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2 009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2001-2015
<b>Primaire</b>	<b>46%</b>	<b>46%</b>	<b>47%</b>	<b>47%</b>	<b>47%</b>	<b>47%</b>	<b>48%</b>	<b>52%</b>	<b>49%</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>	<b>48%</b>
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	46%	46%	47%	47%	47%	47%	48%	52%	49%	48%	48%	49%	49%	49%	49%	48%
<b>Secondaire</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>12%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>
Industries manufacturières	4%	4%	4%	4%	4%	4%	4%	4%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4%
Electricité, gaz, eau	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Bâtiments et travaux publics	5%	6%	6%	6%	6%	6%	6%	7%	5%	6%	6%	6%	6%	6%	6%	6%
<b>Tertiaire</b>	<b>43%</b>	<b>42%</b>	<b>42%</b>	<b>41%</b>	<b>41%</b>	<b>41%</b>	<b>41%</b>	<b>37%</b>	<b>40%</b>	<b>40%</b>	<b>39%</b>	<b>39%</b>	<b>38%</b>	<b>39%</b>	<b>39%</b>	<b>40%</b>
Commerce, hôtels, bars, restaurants	21%	21%	21%	20%	21%	21%	21%	18%	20%	20%	20%	20%	20%	21%	21%	20%
Banques, assurances, AI, SRE	6%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	7%	8%	8%	7%
Transports et télécommunications	4%	4%	4%	4%	4%	4%	4%	3%	4%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	4%
Administrations publiques	13%	13%	12%	12%	12%	12%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	10%	10%	11%
Autres services	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Production bancaire imputée	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%	-3%	-4%	-5%	-5%	-5%	-5%	-3%
<b>PIB (TOTAL RESSOURCES)</b>	<b>100%</b>															

Contribution à la croissance (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2 013	2014	2015	Moyenne 2001-2015
<b>Primaire</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,1%</b>	<b>4,0%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>1,2%</b>
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	2,4%	1,3%	1,3%	1,3%	1,4%	1,2%	1,1%	4,0%	-1,6%	-0,3%	2,0%	2,0%	2,0%	1,0%	-1,5%	1,2%
<b>Secondaire</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>0,3%</b>
Industries manufacturières	0,2%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	-0,3%	-0,2%	1,3%	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	-0,1%	0,1%
Electricité, gaz, eau	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,2%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,2%	0,0%
Bâtiments et travaux publics	0,6%	0,6%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,8%	-1,3%	0,9%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	-0,1%	0,2%
<b>Tertiaire</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,9%</b>	<b>0,6%</b>
Commerce, hôtels, bars, restaurants	-0,8%	0,2%	0,4%	0,1%	0,7%	0,7%	0,4%	-3,0%	2,5%	0,2%	0,8%	0,8%	0,9%	0,6%	-0,8%	0,2%
Banques, assurances, AI, SRE	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,6%	1,0%	0,3%
Transports et télécommunications	-0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,2%	-0,6%	0,4%	0,9%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Administrations publiques	0,1%	0,3%	-0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,6%	0,5%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%	0,0%	3,1%	0,3%
Autres services	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Production bancaire imputée	-0,2%	-0,2%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,2%	-0,3%	-0,3%	-1,2%	-0,8%	-0,4%	-0,2%	-0,4%	-0,3%
<b>Consommation finale</b>	<b>6,2%</b>	<b>1,8%</b>	<b>5,6%</b>	<b>3,8%</b>	<b>6,7%</b>	<b>2,4%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>8,6%</b>	<b>3,9%</b>
Administrations publiques	1,9%	0,6%	-0,9%	-0,5%	-0,3%	0,0%	1,8%	3,6%	2,7%	2,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,2%	2,2%	1,0%
Ménages	4,3%	1,1%	6,6%	4,3%	7,1%	2,4%	-5,5%	2,5%	2,6%	0,2%	3,6%	4,1%	4,1%	0,5%	6,5%	3,0%
<b>Investissements</b>	<b>5,9%</b>	<b>2,4%</b>	<b>-4,8%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,9%</b>	<b>7,3%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>3,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,1%</b>
Formation brute de capital fixe	1,1%	-0,4%	-2,4%	1,0%	0,2%	1,3%	-0,9%	4,9%	1,3%	-2,4%	0,7%	0,9%	0,9%	-0,7%	0,1%	0,4%
Variations de stocks	4,8%	2,8%	-2,4%	-0,8%	-0,2%	-0,8%	1,8%	2,4%	-3,4%	5,6%	0,3%	0,3%	0,3%	-0,9%	0,5%	0,7%
<b>Exportations nettes</b>	<b>-9,8%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>3,6%</b>	<b>-13,0%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>2,9%</b>	<b>-8,2%</b>	<b>-2,9%</b>
Exportations de biens et services	-6,4%	-1,4%	6,3%	-1,8%	-0,6%	0,2%	8,6%	-0,8%	-1,5%	5,3%	0,5%	0,5%	0,5%	2,1%	-9,9%	0,1%
Importations de biens et services	-3,4%	-0,4%	-5,0%	-0,3%	-3,3%	-0,5%	-5,0%	-12,3%	0,2%	-8,8%	-2,9%	-3,2%	-2,8%	0,8%	1,7%	-3,0%
<b>Taux de croissance du PIB (%)</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,6%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,0%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,1%</b>



Sur la période 2001-2015, l'économie comorienne présente un taux de croissance annuel moyen de 2,1%. La contribution moyenne du secteur primaire à la croissance du PIB a été de 1,2%, celle du secondaire de 0,3% et celle du tertiaire de 0,6%. Ces niveaux insuffisants de taux de croissance s'expliquent principalement par des taux d'investissement faibles. Au total, la croissance économique au Comores reste insuffisante par son rythme et fragile par ses sources.

Les faibles taux de croissance observés s'expliquent essentiellement par :

- **Un secteur productif peu compétitif**

Le pays présente ainsi :

- une agriculture peu productive (l'essentiel du travail agricole est fait manuellement et les techniques de production demeurent encore peu intensives en capital),
- un secteur industriel pratiquement inexistant, confronté à des contraintes de plusieurs ordres, notamment : (i) un climat des affaires encore peu propice à l'attraction des investissements ; (ii) l'étroitesse du marché intérieur ; (iii) les difficultés d'accès au financement ; (iv) la forte concurrence des produits étrangers ; (v) l'indisponibilité de l'énergie ; (vi) le coût élevé des autres facteurs de production ; (vii) et l'insuffisance de domaines et parcs industriels aménagés et viabilisés,
- un secteur des services qui donne l'impression de se développer, mais qui reste concentré autour des activités purement commerciales sans

création de grandes valeurs ajoutées et caractérisées par une forte prépondérance des opérateurs informels.

*Le secteur du tourisme* : L'Union des Comores dispose d'un patrimoine touristique extrêmement riche et varié. Outre des sites exceptionnels tels que le volcan Karthala (le plus grand cratère du monde) et une flore et faune exceptionnelles, dont certains éléments sont uniques, comme le Cœlacanthe ou les chauves-souris Livingstone, il y a aussi sur chacune des îles des plages de sable fin très variées, situées dans un environnement tropical particulièrement attractif.

Cependant, de nombreuses contraintes freinent le développement du secteur touristique comorien : (i) l'absence de document de stratégie pour orienter le secteur ; (ii) le nombre limité d'infrastructures hôtelières, en raison d'un climat d'investissement incertain ; (iii) le manque de main-d'œuvre touristique qualifiée ; (iv) la capacité limitée des institutions de formation en tourisme ; (v) la gestion inefficace des ressources naturelles et culturelles ; et (vi) l'accès aérien limité et coûteux.

- **Un secteur privé faible et peu compétitif**

Le secteur privé national souffre des coûts élevés des facteurs de production, de l'insuffisance des infrastructures économiques de qualité, de ses propres problèmes de gouvernance notamment une aversion à la fiscalité et des compétences managériales, techniques et commerciales insuffisantes dans les entreprises.

Le développement du secteur passe par l'attrait de partenaires extérieurs (exemple, cas du système bancaire), qui grâce à leurs apports en capitaux pourront investir dans des projets structurants.

Cependant, l'afflux actuel d'investissement direct étranger (IDE) reste marginal et ponctuel (BFC, Moroni Terminal, Telma,...), le pays ayant toujours du mal à attirer les investisseurs en raison de la mauvaise qualité des infrastructures (ports, transports routiers, télécommunications), de l'étroitesse du marché intérieur, des pénuries récurrentes d'eau et d'électricité, des ressources naturelles limitées et d'une main d'œuvre peu qualifiée. Les perspectives d'une future exploitation de ressources pétrolières et gazières devraient inverser cette tendance.

- **Des infrastructures physiques déficientes**

*Le réseau routier*, qui couvre un total de 834 kms, est fortement dégradé, et la capitale Moroni souffre d'un encombrement du trafic urbain, avec notamment un accès très difficile au port, qui se trouve à proximité immédiate du centre-ville.

*Les infrastructures portuaires* de l'archipel ne sont pas à la hauteur des besoins minimaux, tant en matière de normes de sécurité que de gestion de volume d'activités.

*L'aéroport* international de Moroni, principal aéroport du pays, est également confronté à un déficit d'infrastructures, nécessitant de lourds investissements, notamment pour le renforcement des chaussées aéronautiques.

S'agissant des *technologies de l'information et de la communication* (TIC), un nouvel opérateur, Telma, s'est vu attribuer une licence, brisant ainsi le monopole détenu jusque là par Comores Telecom dans la téléphonie de lignes tant fixes que mobiles, et comme fournisseur de services Internet.

- **D'autres facteurs, comme le faible niveau de développement du capital humain ou encore la forte vulnérabilité du pays aux effets du changement climatique et aux catastrophes naturelles**

Au niveau des prix, l'arrimage de notre monnaie à l'euro contribue à limiter les effets négatifs d'une inflation importée (hausse du cours international du baril de pétrole, appréciation de l'euro par rapport au dollar).

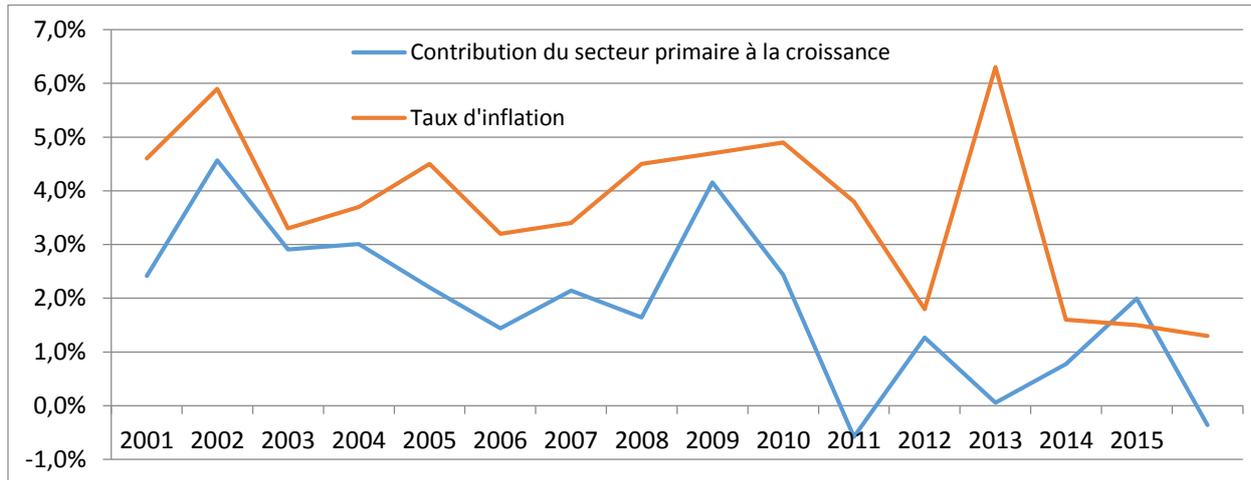
En effet, la parité fixe de notre monnaie a permis de contenir les prix, avec un taux d'inflation moyen de 3,6% sur la période sous-revue.

L'inflation, indicateur majeur pour la conduite de la politique monétaire, est mesurée par l'IPC (Indice de Prix à la Consommation).

Les facteurs déterminants de l'inflation dépendent de facteurs mixtes, monétaires et non monétaires. Ainsi, les envois de la diaspora, qui contribuent à l'amélioration du revenu national brut disponible, et donc de la demande, exercent une influence sur le niveau de l'inflation.

Les variations du taux de change FC/USD ou des cours mondiaux de certains produits peuvent influencer également l'IPC, de même que les décalages résultant des délais de livraison et de commercialisation dans le pays des marchandises importées. Une exception est observée au niveau des produits pétroliers, en raison de la fixation du prix des produits pétroliers par le gouvernement, limitant ainsi les variations des cours mondiaux sur les prix de vente à la pompe.

Evolution comparée du taux de contribution du secteur agricole à la croissance et du taux d'inflation



On observe, à l'exception de la période 2000-2002, que les deux courbes affichent une bonne corrélation théorique, le taux d'inflation évoluant inversement à la contribution du secteur agricole à la croissance : ainsi pour une année donnée, lorsque le secteur agricole tire la croissance (augmentation de l'offre), on observe une baisse du taux d'inflation (baisse

des prix). Cette corrélation, très nette à partir de 2010, s'explique en partie par la forte pondération (66,7%) des produits alimentaires dans l'indice des prix.

Taux d'inflation (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne
Moyenne annuelle	5,9	3,3	3,7	4,5	3,2	3,4	4,5	4,7	4,9	3,8	1,8	6,2	1,6	1,5	1,3	3,6

Source : INSEED